

Roms :  
Ayrault  
la joue  
Nomad Max

P. 2

La lettre à  
**LULULU**



Vraisemblablement

irrégulomadaire satirique N° 67, décembre 2009

## Les blousés du clou

**Chez ma tante s'est mué en Oncle Picsou. Bagoues, or, argent, platine sous-estimés au crédit municipal, et les pauvres bougres volés.**

Le clou, alias « *Chez ma tante* » la joue radin. La chambre régionale des comptes vient d'épingler le crédit municipal dont « *les objets étaient généralement sous-estimés, pratique déjà dénoncée par le rapport public de la Cour (des comptes, instance nationale) pour 1998, qui prive le crédit municipal de Nantes de recettes et qui contrevient à la vocation sociale de l'établissement. Il en résulte d'importants bonis dont les déposants ne sont pas informés. Le Crédit municipal s'est engagé à réformer sa pratique.* ». Ce boni devrait normalement revenir aux boucleurs de fins de mois fauchés qui ont mis leur petit trésor au clou. Mais comme ils ne savent pas quand leurs biens seront vendus aux enchères, ils ne se manifestent pas. Depuis sept ans, 334 259 euros n'ont pas été restitués. Du pur bonus, volé aux pauvres, en somme. Monopole municipal depuis le XVIII<sup>e</sup>, institution créée à Nantes en décembre 1813, le clou, établissement de crédit à vocation sociale, leur octroie pourtant des prêts sur gages.

### Rendez l'ognon

La règle : un prêt de douze mois (la fameuse formule « *un an et un jour* »). Mais à Nantes, « *les prêts consentis par le CMN peuvent atteindre 36 mois sans réévaluation, ce qui n'est pas conforme à la réglementation et induit d'importants bonis en cas de vente.* » En gros, celui qu'a déposé la bague à mémé ou la pendule de grand-papa se fait blouser d'un bénéf qui lui est dû : « *Le produit des ventes excède en général les sommes prêtées.* » En 2006, « *des bijoux en or et perles estimés 40 euros ont donné lieu à un prêt 30 euros et ont été vendus 190 euros quatre mois après l'estimation du CMN.* ». Au comptoir, on offre automatiquement 50 euros pour les pièces de 20 F or alors que le cours officiel (mars 2008) est de 118 euros. Pareil pour les pièces de 50 pesos or, changées pour 300 euros malgré le cours réel à 740. « *Le système mis en place au crédit municipal de Nantes, avec une quasi automaticité des normes d'évaluation, tire l'ensemble des prêts consentis vers le bas, au détriment du caractère social de l'organisme.* », dit la chambre des comptes publics. Voilà le crédit municipal plus qu'épinglé. Le clou est bien enfoncé.

Donald Rirififiéloulou

## Police nantaise

# CASSE-TOI, PAUV' COGNE

**Sous la matraque nantaise, des ferments d'extrême-droite ? Allons, allons... Il faut surtout dénoncer ce manque de respect à l'égard des bourre-dedans et des saute-dessus policiers.**



Conseil aux flashballophobes, et aux matracos-incompatibles. Aucune raison de vous méfier des chaussettes à clous, qu'ils soient anti-émeute harnachés en bleu ou saute-dessus acharnés en civil. Les policiers nantais anti-manifs sont des gens délicieux. Même s'ils cèdent parfois à l'énervement : « *Attitudes dangereuses des forces de l'ordre... La BAC qui avec ses propres méthodes, met en danger les manifestants... Dérapages couverts en haut lieu* », dit Didier Hude secrétaire de la FSU Loire-Inférieure. À ce titre en contact régulier

avec les forces de l'ordre pour les manifs, il sent un changement : « *Il y a des frictions internes entre une police républicaine et une police qui l'est beaucoup moins, et qui prospère sur des ferments extrémistes de droite. Ceux qui sont les plus républicains ont tendance à se faire petits dans les couloirs s'ils ne veulent pas d'ennuis avec leurs collègues.* » Des paroles inhabituelles, prononcées lors d'une conférence de presse sur l'enquête après la bavure qui a vu un lycéen atteint par un tir de flash-ball d'un policier cagoulé de la BAC, la brigade

anti-criminalité qui s'énervé plus vite que son ombre. Dans cette affaire, l'un des enjeux, c'est le droit de pouvoir « *manifeste sans risquer de se faire mutiler.* » L'aggression au super flash-ball a été depuis renommée par la justice : « *violences volontaires avec armes par un dépositaire de la force publique.* » Le préfet d'alors avait couvert l'intervention musclée, prétextant que la manif n'était pas déclarée en préfecture, donc illégale, justifiant ainsi qu'on cogne dessus sans ménagement.

suite page 2 ▶

## Casse-toi pauvre cogne

LES BONNES BLAGUES D'ONC' BRICE



« Un argument très inquiétant, poursuit Didier Hude. Dans le département, c'est une tradition, aucune organisation syndicale ne déclare les manifs. Encore moins les étudiants et les lycéens. Dernièrement, au lycée Monge, le proviseur a appelé directement Waldeck. Au lieu d'envoyer la police de médiation – des policiers en civil chargés de négocier –, on a dépêché aussitôt des gens casqués, une brigade cynophile, et la BAC. » La matraque et les chiens. Parfait pour envenimer les situations avant même qu'une quelconque rage de jeunes ait pu surgir, encore moins s'exprimer. Mais ces

agissements de la police de Loire-Inférieure sont bien dans l'air du temps. On vient de ressortir le spectre de l'ennemi intérieur ; il y a même un ministère pour ça. Enseignants et parents d'élèves nantais ont le souci d'être présents dans les mouvements lycéens, non pour cadrer ou modérer les ardeurs de la jeunesse, mais pour être là en cas de provocations policières, et au pire témoigner si on n'a pas pu les éviter. Leçon : ne jamais sortir dans la rue sans un toubib, un avocat, des témoins, et une section entière de la Ligue des droits de l'homme. On devrait apprendre ça à l'école.

## Vas-y Dédé Mines de carbone

Chez les apprentis ingénieurs, parler de durable, c'est apprendre au public à accepter les déchets nucléaires. Dur durable.

Le rapport « développement durable » 2008 de l'école des Mines de Nantes est plein de bonnes intentions, et d'actions à mener. Exemple d'enjeu : « traitement des déchets radio-actifs et acceptabilité sociétale ». Le développement durable sert donc à enfumer le public pour faire prendre les vessies de vieil uranium 238 pour des lanternes magiques. L'acceptabilité, ce vilain mot, on va en avoir besoin pour patienter 4,5 milliards d'années jusqu'à ce que ce durable ait fini d'être toxique. En attendant, depuis deux ans, dirigeants et profs de l'école ont exposé en vol leur kilométrage : plus 25% de déplacements en

avion. « Cette augmentation n'est pas expliquée à ce jour », signale piteusement le rapport qui prévoit en 2020 de « compenser 100 % des déplacements ultimes en avion ». Kezako les déplacements ultimes ? Le trajet entre la morgue et le cimetière ? La réponse tient ici entre deux parenthèses : « (notion à définir) ». Pratiques les trucs indéfinis, on a plus vite fini. Dans l'école, la consommation d'eau, de gaz et d'électricité a grimpé à tous les étages depuis 2006. La flotte bat les records : plus 30 % par rapport à 2007, tout compris. Commentaire : « à ce jour inexplicable ». On ne peut pas tout comprendre.

## Destockage judicieux.

## Le Casier en remet une couche

Au siège national du Casier judiciaire, quartier Doulon, on emmagasine les condamnations de toute la France, mais avec une touche développement durable. L'intranet du ministère le claironne à tout va. Tri des déchets, quelques plats bio à la cantine, produits de nettoyage écologiques. Deux vélos de Nantes Métropole prennent les toiles d'araignée dans un coin de la cour. L'accord avec la TAN devait inciter au bus et au tram mais le parking reste saturé. La direction se console en rêvant (à coup de Photoshop) de panneaux solaires et d'éoliennes sur le toit. En attendant, on a repeint les portes des bureaux. Dare dare avant fin décembre, avec un stock de peinture glycérophtal-

lique bientôt périmée. Interdite dès janvier. Tant pis si ces peintures bourrées de solvants ont libéré leurs COV, composés organiques volatils. D'autant que c'est l'hiver, on a repeint fenêtres fermées, dans des locaux chauffés. Idéal pour les COV qui mettent les larmes aux yeux mieux qu'un vieux mélo, piquent le nez, brûlent les lèvres, ou font pas saigner du nez ou vomir, ce qui est arrivé à quelques agents sur le site. Dilemme : rester écolo en n'ouvrant pas les fenêtres pour ne pas chauffer le quartier, ou rester vivant en passant les journées en apnée. La Justice qui ne voulait pas rester avec des peintures toxiques sur les bras, a décidé de s'alléger les bras.

## Caravanning

# Ayrault se la joue Nomad Max

Pour éviter de glisser dans l'ère post apocalyptique où un Rom deviendrait maire de Nantes, Nomade Max, alias Ayrault Jean-Marc, tient la ville d'une main de fer. C'est le pitch d'un reality film de science-fiction de maintenant.

Un équilibre entre humanité et «fermeté» : c'est la formule d'Ayrault pour les Roms, reprise par l'adjoint à la sécurité Gilles Nicolas\* lors de l'expulsion sans ménagement des Roms installés sur des terrains de la ville de Nantes et Nantes métropole du Bas-Chantenay. On cherche en vain l'humanité\*. On prend les flics pour des flics. On se trompe. Ils ne sont parfois que des agents de la circulation. Pour virer les Roms du Bas-Chantenay et éviter une néfaste transhumance des caravanes qui aurait déprécié le commerce du centre ville et les marchés de Noël, la bleussaille a fait barrage côté est. Pas grand choix pour les familles : à l'ouest toute... jusqu'à chez les voisins indrais et herbinois. Pour les édiles nantais, c'est bon débarras. Le patate-chaudisme a encore frappé.

Maire d'Indre, homme de conviction, de gauche non encarté, Jean-Luc Le Drenn a dit stop. Expulser encore ? Il le pouvait, le dir cab du préfet le lui a confirmé. Il a refusé, estimant qu'il fallait que les élus de Nantes Métropole trouvent une solution humaine et durable. À Nantes, le discours de Gilles Nicolas est bien rôdé : « La ville accompagne 47 familles, plus de 200 personnes, vers une intégration par le logement et le travail. Nous n'irons pas plus loin. »\*\*

À l'échelle de la sixième ville de France, deux cents personnes, c'est énorme ! Lulu a fait le calcul : 0,07 % de la population... De toute façon, Nantes estime que c'est de la charité pure, le problème n'étant pas de son ressort : « Les collectivités locales ne peuvent pas résoudre un problème qui est d'ordre national, européen. L'Etat doit agir. »\*\* En attendant on expulse, on repousse plus loin, on rend la vie impossible et les terrains vagues inaccessibles.

Il faut donc le maire d'un patelin de 3700 habitants pour dire stop à l'hypocrisie et accepter pour un temps d'accueillir ces 30 familles, surtout originaires des environs de Drobeta-Turnu-Severin, une ville portuaire sur le Danube, en Roumanie. La position du maire et d'une partie de son équipe n'a pas ravi tout le monde. À Indre, pas de liste de droite aux dernières municipales. Tous les élus se réclament de gauche. Pour « informer » les Indrais, Serge David, chef de file de l'opposition, (donc, officiellement idées de gauche) bourre les boîtes aux lettres de la copie d'un topo publié par *Novopress*, un site de propagande lancé par Fabrice Robert, ex-conseiller municipal FN à la Courneuve puis fondateur du ramassis d'extrême-droite Bloc identitaire. La diffusion du tract a finalement soudé des habitants autour du maire et poussé à créer un collectif

## NANTES : L'EFFET BOBOVEST



d'entraide, baptisé Romsis, pour accueillir les familles, faire connaissance, lister les besoins, collecter des vêtements. Et qui entend peser à l'échelle de l'agglo pour trouver des solutions durables.

Pour informer ses administrés, le maire a tenu un conseil municipal extraordinaire largement ouvert, dans un gymnase finalement bondé. Faire face, chercher des solutions pour vivre en bonne intelligence, pousser l'agglo à prendre ses responsabilités ? L'opposition vote contre, les opposants à l'arrivée des Roms sifflant le maire à la fin de son speech. Chaque semaine, la commune offre quand même un accès aux douches dans un gymnase. Les deux groupes scolaires accueillent une douzaine d'enfants dans plusieurs classes. D'autres ont voulu poursuivre

leur scolarité dans les écoles nantaises où ils étaient jusque là, même s'ils doivent traverser la ville pour ça.

Selon l'attachée parlementaire d'Ayrault à Saint-Herblain, bon nombre de maires de l'agglo ne veulent pas de Roms chez eux. Répartir les familles pour éviter les zones ghettos ? Ça va pas être facile, dit-elle... Le grand manitou de Nantes métropole pèserait donc si peu face à la mauvaise volonté de quelques maires ? Sauf peut-être lorsqu'il s'agit d'un projet d'aéroport. Justement, si l'aéroport ne se fait pas, on pourrait y faire un centre d'accueil géant. Pour donner à Nantes une vraie dimension internationale.

Melgib Sonoveguen

\* voir Lulu n° 66

\*\* *Presse-Océan*, le 30 octobre 2009

## Ni saumon ni carton en zonzon

De notre envoyé spécial au bain. Cette année, pour Noël, les taulards devront faire ceinture. Pas question que le père Noël leur balargue un gant de toilette ou une serviette éponge par la cheminée. C'est interdit, et ce du 7 décembre au 11 janvier. « Le ministère s'est fendu d'une belle affiche, en couleurs, qui nous explique que les armes, la drogue ou les portables, faut pas y compter, confie Georges Courtois, actuellement en pension complète au pénitencier de l'île de Ré. Mais c'est pas tout. Les seringues, non plus, on n'y a pas le droit. Et pour être bien sûr

qu'on comprenne bien, on a mis trois photos. L'an dernier, c'étaient les cerises ! Cette année, c'est le saumon fumé. Interdit. Parait qu'il y a un problème de conservation. Pourtant du saumon fumé, ici, on peut en acheter. Et celui qu'on nous vend, évidemment, il se conserve très bien. À Rennes, on m'a fait le coup pour le fromage. Il ne pouvait pas entrer. Problème de bactéries. Mais je pouvais acheter le même, à l'intérieur... » En fait, ce qu'on appelle à tort des prisons ne sont que de vulgaires caves d'affinage de fromage. Une spécialité française.

## Craignons à ronger Salsifis à roulette

Les Roms sont à la fête dans *Presse-Océan*. Pour le quotidien, ces gens-là ont un destin de jardiniers de légumes : « Les salsifis il y a ceux qui les aiment. Il y a aussi ceux qui ne les aiment pas. Il y a ceux qui les mangent et ceux qui ne les mangent pas. Il y a ceux qui en veulent bien dans leur assiette. Et il y a ceux qui préfèrent les voir dans l'assiette du voisin. Lundi soir, lors du conseil extraordinaire de la ville d'Indre, il n'était pas question de salsifis mais plutôt de Roms ». Telle est l'introduction élégante d'un article\* sur les Roms. En fait, pourquoi les salsifis et pas les rutabagas ? Bouffé comme un légume, le salsifi est en fait une racine, alias tragopogon, originaire d'Eurasie. Enraciné, ça doit être ça, l'image. Salauds d'étrangers ! Incurstés ! On va les bouffer tout cru, etc. Un mois après, rebelote, mais au sud de la Loire, à Rezé. Mieux que la peur, la peur de la peur. Eternel lever de bouclier des boutiquiers contre les Roms et leurs maisons à roulettes. Témoignage anonyme d'un commerçant : « Beaucoup craignent pour leurs véhicules même si pour l'instant, il n'y a pas eu de dégâts. » On a donc raison de craindre le pire que rien, pire à venir. Surtout si on a une voiture-poulailler.

\* le 11 novembre 2009  
\* le 10 décembre 2009

# On survit

FLORENT VIT AVEC MARIE-PAULE DANS UNE MAISON A NOTRE DAME DES LANDES. LE PROPRIETAIRE VOUDRAIT LES FAIRE PARTIR POUR RATIBOISER LA BARAQUE DE GAGE, EN MARIAGE.



LA SOLIDARITE DES OPOSANTS A L'AEROPORT POUR REMETTRE LA MAISON AUX NORMES



La piste des avions passerait juste la derrière



UNE CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE SEPT DE BAIL DEPUIS 1983

on m'a deux avec 650€ on survit...



"J'AI ETE PEINTRE EN BATIMENT J'AI TOUCHE A TOUT MECANIQUE, PEINTURE AUTO, J'AI ATTRAPE LE VASTHME, PAR LA PEINTURE, ET DU PROBABIS A BLOC A DE LA TENDINITE, INFLAMMATOIRE AUSSI

mickey



DES QUE JE SORTAIS DU TRAVAIL, CA ME PRENAIT JUSQU'AU LENDMAIN A LA VISITE A L'HOSTO, ILS M'ONT DIT QU'IL YEN A QUI SONT MORTS DES ALLERGIES "

"J'AI DES PLAIES AUX CHEVILLES LES INFIRMIERES REFUSENT DE VENIR LA PARCE QUE C'ETAIT INSALUBRE

LES BEQUILLES TIENNENT LA TABLE

"LES COUPES, C'EST A MON GARS, IL A GAGNE SA EN JOUANT AUX BOUTES. IL A ETE JUSQU'AX DEMI - FINALES DE CHAMPIONNAT DE FRANCE "

## Casser la baraque

# La petite maison dans l'âpre répit

Un chantier de débroussaille contre la décanille forcée. Pinceaux et tronçonneuses face au projet d'aéroport en répit du bon sens.

but que d'acheter la paix sociale au nord Loire. »

### Maison à vau-l'eau

À Notre-Dame-des-Landes, en cette zone d'emprise des terres réquisitionnées par le projet d'aéroport, le bocage est ponctué de quelques maisons habitables, ou qui l'étaient encore il y a peu. Comme celle où vivent depuis 1993 Florent et Marie-Paule Lefèvre et leur chien Mickey, qui se fait un peu engueuler quand il aboie dans la maison, mais qui est un chien rigolo. C'est au lieu-dit Les Planchettes, au bord de la route. Les services sanitaires sont passés, ils ont pris des photos du toit qui fuit, des murs humides, du plafond prêt à s'écrouler. Ils ont décrété la maison insalubre. C'est vrai qu'elle est dégingubée, mais on peut la retaper. Quelques dizaines de bonnes volontés solidaires et opposées à l'aéroport viennent de la remettre aux normes. Deux tronçonneuses débitent le bois pour la cheminée, les débroussailleuses font un sort aux ronces qui ont envahi le terrain et les abords du corps de ferme. Le lierre a été arraché des façades de cet ancien relais de poste, un tableau électrique conforme monté, fenêtres retapées, vitres et mastics reposés. Décapés, les murs de la chambre sont ré-enduits au lait de chaux.

### Chantièrement d'accord

La réunion de ce chantier autogéré prend des airs d'assemblée générale peinture fraîche. Ce jour-là, le ciel est au mouillé. On reviendra pour remanier la toiture. L'avant-veille, un voisin a monté un chauffe-eau avec un ballon de 50 litres, adapté au calibrage du compteur électrique, réduit à 15 ampères par EDF, suite aux difficultés de paiement du couple. Avant ça, il n'y avait même pas d'eau chaude au robinet.

« Le principe, ici, c'est de ne laisser aucune maison se détruire, et de les occuper. C'est un des moyens de résistance à l'aéroport », explique un de ces retapeurs de maison. Faut dire que des gens qui habitent sur place, c'est plus gênant que des vieux murs à bousculer d'un coup de bulldozer. Si ces braves gens pouvaient sentir qu'il vaut mieux la décaniller avant d'être expulsés, ce serait quand même mieux. L'an dernier, le Département a menacé les Lefèvre d'expulsion. Depuis, c'est officiel, annoncé pour le 31 décembre. Bonne année. Ce « nettoyage » s'inscrit dans un mouvement d'ensemble. « Une cinquantaine de maisons sont promises à l'expulsion et à la destruction. Cinq ont déjà été démolies et au moins trois autres sont menacées de manière imminente », disent les résistants-bricoleurs. L'Acipa dénonce aussi « les 7 775 000 euros dépensés par le conseil général 44 pour l'achat de 29 maisons (sur 700 à 800 concernées) situées dans le périmètre de sursis à statuer ; cette opération immobilière n'a d'autre

de revenus mensuels. Opposant déclaré à l'aéroport (c'est même sur ce projet qu'il s'est fait élire), le maire PS de Notre-Dame joue un drôle de jeu. Il est intervenu auprès des allocations familiales pour faire interrompre l'aide octroyée au Lefèvre et versée directement au Département. Raison avancée : l'habitat est insalubre. C'est à ce même titre que le maire a reloué le couple dans le centre bourg en mai et juin derniers, pour les renvoyer juste après dans la maison qui prend l'eau, toujours officiellement insalubre. Il y a bien eu une propo-

sition de relogement ailleurs, à La Grignonais, à près de vingt kilomètres de là. Florent et Marie-Paule ont trouvé la maison bien, mais ont dit non quand même : « Là bas il n'y a qu'un commerce, une boulangerie. Comment on fera quand je pourrais plus conduire ? », dit Florent. Mais il y a plus. Ici, c'est toute leur vie : « On s'est mariés ici à Notre-Dame-des-Landes », dit Marie-Paule. Mes parents sont nés, se sont mariés et sont enterrés ici aussi ». Un peu tôt pour voir l'enterrement du projet d'aéroport.

## Laisse béton

# Pitié pour l'empyéteur

Le mari de la conseillère municipale UMP bataille contre la justice des mètres carrés.

montent sur leurs ergots contre les ergoteurs.

### Mollo sur le démol

Pour le Département, Van Goethem était de mauvaise foi. Un comble. On ne va pas mêler la foi à ça. En juillet 2007, Van Goethem a pourtant piteusement écrit au Département qu'il s'excusait « si une erreur était finalement constatée » et sollicitait « une solution amiable (avec dédommagement si nécessaire) afin d'éviter une démolition ». De l'autre côté de son garage litigieux, l'avocat de la voisine s'est fait balader par la justice qu'il avait pourtant saisie en référé en juillet 2008, demandant la démolition

du garage trafiqué. L'urgence de cette procédure est tombée sur une lenteur inaccoutumée, la décision est finalement tombée le 23 juillet 2009, un an plus tard. Étonnant, ce jugement de référé escargot reconnaît que « la construction n'est pas pour partie conforme aux prescriptions du permis de construire », ce qui doit suffire à la faire foutre par terre sans autre forme de procès. Mais non. Règle violée, mais pas de sanction. Malgré l'ancrage patent des planchers dans le pignon de la voisine, le jugement n'exige ni la démolition ni la remise en état. Cet été, fort de cette bonne nouvelle pour son petit chantier, Van Goethem a repris les travaux, posant les fenêtres pour éviter que son beau local soit battu par les vents. Pas question de s'avouer battu.

Frank Lloyd Wrong

\* « Gagne terrain à coup de parpaings », Lulu n° 63, décembre 2008.



URBANISME LIBÉRAL

IL FAUT LAISSER FAIRE LA MAIN INVISIBLE DU MARCHÉ PARALLELE

Son faux garage à étage qui mord les murs de ses voisins ou les ratiboise est salement attaquée à sa gauche par les archives départementales qui se sont fait grignoter des mètres carrés, à droite par une brave dame à qui on a percé le mur sans lui demander son avis\*. En juillet dernier, le constructeur rentre-dedans, Franck Van Goethem, est assigné par le Département. Qui exige la démolition de sa verrière en béton au 4 bis rue Bouillé. Deux experts agréés devant les tribunaux ont établi qu'il a rogné « six mètres carrés minimum » au terrain des Archives après avoir détruit un mur mitoyen, parlant même de « tromperie, tricherie aggravée », soulignant que « les injonctions de la commune pour arrêter le chantier sont restées lettre morte ». Van Goethem est coincé entre l'ire de ses voisins, la justice, les experts et le service de l'urbanisme. Il se dit pourtant victime d'une machination, politique qui plus est : conseillère municipale dans l'opposition de droite, sa femme est associée à la procédure. L'élue du peuple et sa moitié

## Artbannisme

# La cafète patate bleue

C'est pas de l'archi ni du cochon, c'est de l'art. Boursoufflé, mais de l'art quand même.

Devant l'école d'architecture, ce bar qu'a pas d'forme est en fait une œuvre. Voire un questionnement. Sur le site de l'auteur, Joep Van Lieshout, dont l'atelier regroupe « 20 personnes (architectes, designers, plasticiens, artisans) », la construction est annoncée comme « un art work in public space ». La catalogue de la biennale Estuaire multiplie les qualificatifs : « œuvre, sculpture, forme intuitive habitable, bar, lieu de vie », voire « un commentaire sur l'architecture qui questionnera les étudiants ». En septembre 2008, dans le projet de financement municipal qui donnait le budget (300 000 euros, dont la moitié financé par l'État au titre du 1 % culturel), ça s'appelait « Café du commerce ». Depuis on l'a rebaptisé « L'Absence ». La protubérance est pourtant bien présente. Le statut d'œuvre d'art a permis de se passer de permis de construire. N'importe quel gusse

qui installerait un truc pareil sur sa pelouse verrait débouler les services de l'urbanisme avec sommation de démonter illico l'abri patate. Les puristes de l'histoire de l'art diront que ce n'est pas de l'architecture, mais « un environnement construit », un « objet ». L'immortel code de l'urbanisme prévoit d'exclure de demande de permis les statues, monuments, et œuvres d'art de moins de 12 m de haut et de moins de 40 m<sup>3</sup> de volume. Mais là, ce n'est pas le cas. Le machin est bien plus gros. Dans une école d'archi où on enseigne les règles de l'art et du droit, cette cafète-patate s'affranchit des règles élémentaires de la construction imposées au commun des mortels. Sollicité plusieurs fois, le directeur de l'école a promis de donner son explication, mais elle n'est jamais venue. Et la patate bleue observe un mutisme suspect.

# Le Festival des trois continue

Trou dans les comptes, fantômes des Jalladeau, ambiance de plomb entre l'équipe et son nouveau directeur. C'est le festival des trois continus problèmes ou quoi ?

La 31<sup>e</sup> édition du festival des trois continents a été la première sans les pères fondateurs, les frères Jalladeau. Après les remous liés à leur départ, on aurait pu s'attendre à une édition apaisée. Rien du tout. L'ambiance au sein de l'équipe ? Au bord de l'implosion. En désaccord avec les administrateurs de l'association ou les salariés, Philippe Reilhac a plusieurs fois menacé de démissionner, juste avant et pendant le festival. Accueilli comme un sauveur l'an dernier, l'homme de diplomatie – son ancien métier – a fait cette année l'unanimité des salariés contre lui. « Il n'arrive pas à gérer le personnel », euphémise un administrateur de l'association. « Souci relationnel. Pas envie de travailler ensemble et c'est réciproque » ajoute un autre. Au point que l'équipe de permanents a dit regretter l'époque des Jalladeau, au climat pourtant aussi tendu. L'équipe avait porté plainte contre Alain Jalladeau pour harcèlement. Affaire finalement classée.

## Incredible but trou

L'arrière plan, c'est une bérézina financière. Un trou officiellement annoncé à 183 000 euros cumulés, de mauvaise gestion glissante, de 30<sup>e</sup> édition qui a coûté cher. Les Jalladeau y émargent pour un tiers. Philippe avait négocié l'an dernier l'usage de la marque F3C contre 34 000 euros\*. Marque qu'il avait officiellement déposée tardivement, pour s'en déclarer père, et pas seulement spirituel. Une version désormais sujette à caution (lire le témoignage de Catherine Ruelle) mais la somme a bel et bien été versée. Après menace de procès aux prud'hommes (qu'il aurait sans doute gagné), fin novembre, son frère Alain a perçu l'indemnité qu'il réclamait. Le litige portait sur les années rémunérées comme travailleur indépendant puis en CDD, à requalifier en CDI. L'Urssaf avait déjà toussé. Ce volet social aura coûté 26 000 euros au festival, frais d'avocat compris.

## Revanche des sudistes

Il a fallu faire des économies. Avec neuf permanents, la masse salariale représente plus de la moitié du budget. Si l'effectif devrait passer l'hiver sans menace, un audit de l'ensemble du personnel est prévu. Jamais bon signe. Créé en 2000, le séminaire de formation aux financements *Produire au Sud* a été passé à la trappe par le plan de rigueur budgétaire. Officiellement « suspendu ». Bye bye le sud producteur. Peu spectaculaire (les ateliers ne sont pas ouverts au public, les films, s'ils se font, n'émergent qu'un ou deux ans après, voire plus), l'initiative en amont des créations de films conjuguée pourtant une pertinence professionnelle à une dimension politique indéniable. À la séance de clôture, Ayrault cite *Produire au Sud* en exemple, insistant pour

## MESURES D'APAISEMENT AU F3C



que ce soit rétabli : « Il est tellement important d'aider ce cinéma du Sud, sans condescendance. C'est une question de justice, de solidarité ». Venant du bailleur de fonds majeur, cette demande pressante a été enregistrée par un directeur général un peu gêné, le regard perdu dans ses godasses. Sa mission est pourtant de réduire les coûts à tous prix. Ce qu'il a réussi avec cette édition vache maigre. Beaucoup moins d'invités, et pas plus de deux nuits d'hôtel par tête de pipe. La soirée partenaires n'ayant pas fait le plein en ouverture, les petits fours ont été réservés pour la soirée de clôture, réchauffés un semaine après. Succès : aucune intoxication

alimentaire à déplorer. À la clôture, Ayrault a réaffirmé son soutien au festival que certains disaient déjà sacrifié, comme un autre festival, *Juste pour rire*, rayé du calendrier pour déficit chronique. Décryptage du conseil d'administration : la ville soutient, tant que le déficit n'est pas trop important. Mais pour faire face à cette 31<sup>e</sup> édition, 40 % de la subvention de 2010 a déjà été dépensé. La cavalerie, c'est bon pour les films sur la guerre de Sécession. Les commissaires aux comptes nordistes risquent de se montrer plus à cheval. Sur les principes.

Chen Kagade  
\* Lulu n° 61, novembre 2008, et 63 décembre 2008.

## Déposition Et le nomineur est ...

Journaliste, critique de cinéma, Catherine Ruelle a été sur les fonds baptismaux du F3C avec Serge Daney, membre de la Cinémathèque française et sommité de la critique du 7<sup>e</sup> art, dans *Les Cahiers du cinéma et Libé*, décédé en 1992. Catherine Ruelle est dans le comité de sélection de la première édition du F3C : « On avait rencontré les Jalladeau au sein de la cinémathèque nantaise. C'est Serge Daney qui a alors eu l'idée d'un festival tourné vers le tiers-monde. Le nom, je ne suis plus certaine à 100 %, mais l'idée du

festival, c'est bien de Serge » dit-elle. Depuis, le nom de Serge Daney a été gommé de la mémoire du festival, accaparée par les Jalladeau. Ce qui éclaire autrement la revendication de paternité du nom, monnayée par Philippe Jalladeau à l'automne 2008. Lui n'est pas d'accord : « Le nom du festival m'est venu bien avant 1979 en assistant en Italie au Festival des 2 Mondes ». Un festival de théâtre. Mais le dépôt de marque n'est survenu que tardivement. Avec les vieilles cuvées, il y a toujours du dépôt.

## C'est ma télé à moi

# La petite télé bouffe-gouffre

Mieux que le dégrippant : vive la télé deux en un.

Le petit poucet à bouffé le géant. Perclue de dettes\*, manquant cruellement de la pub escomptée, lâchée par *Ouest-France* qui l'avait rachetée dans un paquet avec *Presse-Océan* et les quotidiens d'Angers et du Mans, la chaîne Nantes 7 a donc vécu. La voilà absorbée par *Télé Nantes*, jusqu'ici sa rivale sur le même canal, petite chaîne qui n'avait que cinq heures d'antenne par jour. Marrant de penser que pour faire passer son offre qui réduit les effectifs et assume des licenciements, *Télé Nantes* a argumenté sur l'économie nécessaire de moyens et surtout d'effectifs. Alors qu'à l'opposé,

elle a elle-même un ratio plutôt luxueux : 19 salariés pour produire quatre heures quarante de programmes frais par semaine. Il a d'abord fallu élargir un peu le tour de table de la première offre de reprise menée par *Télé Nantes* auprès du tribunal de commerce. Le CSA avait décerné la fréquence à deux entités distinctes, il fallait sauver les apparences. Pour éviter un clone trop manifeste en terme de capital, on a vaguement étoffé l'actionnariat minoritaire, poussant le CCO à lâcher mille euros pour faire bien dans le paysage, tout en tapant six mille euros à Sciences Com, l'école qui

## Bienvenue Méchants Rennais, volé concept Guéguerre Nantes-Rennes autour de VIP, de petits fours et d'un prétendu concept.

Le centre de communication de l'Ouest défend son raout « Nouveaux Décideurs Nantais ». Majuscules partout pour faire important, petit R dans une rondelle pour registered trade mark. Protégé comme une marque de yaourt confidentiel défense, bluffant d'inventivité, le concept de soirée d'accueil des notables et corps constitués frais de l'année est à vendre : 12 000 euros, y compris la galerie de portraits vidéo à faire pâlir de jalousie une école de com soviétique. Made in CCO, ces bijoux audiovisuels plantent préfet, évêque, directeur des douanes devant une caméra pour détailler leurs affectations passées. Sous-directeur là-bas, sous-stagiaire gabelou, vice-sous-cureton plein d'avenir. Ces CV parlés sont purement palpitants.

En novembre, Christophe Caillaud-Joos, le directeur du CCO, fait un nervos caca, menace de tribunaux le Club Bretagne communication, alias CBC35, même machin de relations publiques mais rennais. Les Rennais auraient purement plagié le concept, que Caillaud Joos a tenté de leur vendre. L'*Open managers* 35 ne serait qu'un copié-collé peu scrupuleux. « Je me sens porte drapeau de pas mal d'agences qui se font blouser parfois de la même façon », explique sans rire Caillaud-Joos, tout en reconnaissant que si l'idée a été pillée, elle a été accommodée « à leur sauce ». Spolié à mort par la ressaucée, Caillaud-Joos se fend en septembre d'un édito vengeur sur le portail des 1000 de l'Ouest\*\* et met un cabinet d'avocats sur le coup. Deux mois après, la plainte s'est muée en

rien du tout : « Enterrer la hache de guerre ? Pourquoi ? Il n'y a pas de guerre », dit Olaf Malgras, vice président du CBC 35. La demande a fait rigoler notre avocat. Une association 1901 qui attaque sur le plan commercial, ça ne tient pas debout ». Côté Nantais, il a fallu se calmer. Reste l'amertume : « Je ne veux pas envenimer bêtement les choses ni endosser le mauvais rôle. Et pas question de créer un malaise entre Nantes et Rennes. Le problème ? Juste une petite association de communicants qui a voulu gagner de l'argent sur notre dos », dit Caillaud-Joos. Question géopolitique provinciale, à défaut de pierre à l'édifice, c'est un bon pavé dans la gueule de la réconciliation entre les deux villes, qui tenaient justement les mêmes jours des rencontres pour orchestrer le rapprochement Nantes-Rennes. Plus proche d'Ayrault, Philippe Audic, le président du CCO financé par les collectivités qui veulent justement faire ami-ami avec Rennes a failli en avaler sa cravate. Bienvenue dans le monde des fieffés gaffeurs accrochés à leurs fiefs.

\* Le Journal des entreprises, 6 novembre 2009  
\*\* Réseau de pros de la com, dont fait justement partie le CBC 35.



## Tour Bretagne, rival de Loire

Comment fâcher les agences de com qu'on fédère ? En leur piquant directement des marchés.

Financiers publics ou clients, pourquoi choisir ? Sur son blog Christophe Caillaud-Joos présente le CCO qu'il dirige, premier en tout, et sa dernière création, géniale, forcément : « CCO & conseil », un département « dédié à la communication et au marketing territorial des collectivités locales, ambassades et acteurs économiques institutionnels ». Création d'événements, coproduction de manifestations de promo. Le CCO part à la chasse aux marchés de collectivités : déjà ses bailleurs de fonds, bientôt ses clients. Ce qui fait du CCO un concurrent direct des agences de com que la structure est censée fédérer. La diplomatie est un vilain défaut.



dépend de la chambre de commerce, tout en bénéficiant aussi de subventions publiques. Original, une école de communication se retrouve donc co-propre d'un média. Une idée comme ça, on pourra aller chercher de la main d'œuvre à pas cher parmi les étudiants qui déboursent déjà 5 500 euros par an pour le r scolaire. Un genre de mécénat indirect, par les stagiaires. Question pépètes du contribuable, la lettre *Com&Médias* a fait le compte : « Les TV nantaises mobiliseront 2,1 millions d'euros d'argent public par an », pour cette fréquence locale plus vraiment bicéphale. Soit 1,4 million

pour *Télé Nantes* l'« associative-citoyenniste-territoriale », et 750 000 euros pour Nantes 7 sauvées des eaux. Dans les collectivités, l'austérité touche les budgets communication, plus à la réduction qu'à l'inflation. Ce qui fait tousser chez ceux qui crachent au bassinnet.

\* Lettre *Com&Médias* numéro 97, décembre 2009

## Centres aérés

# Un management usé jusqu'à la discorde

Une action climat s'imposerait dans l'office des centres de loisirs. A l'Accoord, y'a des trous dans la couche du climat social.

À l'Accoord, la crispation des relations sociales, c'est comme une seconde nature. Sans remonter aux années 80 et à la déplorable gestion d'Eric Schlag den Hauffen, le baromètre des temps plus rapprochés filtre toujours avec tempête. Entre dirigeants et salariés, le climat est au dérèglement chronique. Avec l'avant dernière directrice générale, les rapports ont été tendus. Usée par les tensions sociales, Sylvie Faugeras a jeté l'éponge en 2007, démissionnant sans avoir tenu deux ans. Vivant à Bordeaux, présente à Nantes juste trois jours par semaine, « elle a même trouvé le temps d'écrire un livre. On l'a découvert après », note un animateur.

### Dirlo torticolique

Son successeur, Michel Hadjab, fait bonne impression au départ. Le personnel se sent séduit par sa rhétorique de « citoyen salarié ». Le mot fait mouche : une liste indépendante prend pour nom les « salariés citoyens » et se fait élire au comité d'entreprise, en juin dernier. 11 salariés sur 14. Un vrai carton qui désavoue la CGT jusqu'ici en situation de monopole. Le directeur tente de miser sur la CGT et FO, minoritaires, contre ces trublions. Au comité d'entreprise, il ne regarde pas les nouveaux élus. Si on lui fait remarquer, il répond qu'il a un torticolis. Aux délégués du personnel, il lâche : « Il y a ceux qui me suivent, et ceux qui ne me suivent pas, et ceux-là, je peux leur pourrir la vie. » Avec la nouvelle liste d'élus au CE, la guérilla est permanente, accumulant les cas de délit d'entrave qui pourraient bien se retrouver devant un tribunal dès les premières semaines de 2010. Une étude de classification du personnel a été commandée, « avec l'idée sous-jacente de passer une partie du salaire au mérite », s'inquiète un élu du CE. 150 à temps plein, en tout mille dont beaucoup à temps partiel - subi -, jonglant souvent avec de l'accueil périscolaire. La maison vit avec 12,6 millions d'euros de subventions Ville de Nantes.

### Dirlo homme de ménage

Autour de lui, Michel Hadjab a fait le ménage. Il commence par un chamboule-tout des postes et fonctions. Son « organigramme réorganisationnel » (sic) est depuis quasi abandonné. Puis il achète à tours de bras des prothèses de management, floppée de logiciels de gestion et de contrôle : Comète (135 000 euros), la référence dans les sociétés de vigiles ; Temporel pour gérer le temps de travail ; et un dernier, GLPI, genre mouchard pour surveiller les postes informatiques et le temps passé à

## L'ACCOORD PASSE À LA GESTION



chaque tâche. Parallèlement c'est la valse des cadres sup. Un directeur financier, que le patron vient de recruter, est éjecté avant la fin de sa période d'essai. Un mois avant le clash, le directeur général ne lui parlait déjà plus. Pour le départ, on se raconte la scène de genre dans la maison, le big boss sommant le cadre de débarrasser illico le plancher : « Vous prenez vos affaires, pas la peine de dire au revoir ! ». « C'est un argumentaire qu'a utilisé le salarié, mais je m'inscris en faux. Et j'ai des témoins. Attention à la diffamation. Depuis que je suis là, aucune grève, pas de mouvements de salariés dans la rue. J'ai le souci de l'humain », rétorque Michel Hadjab. Le directeur de la communication fait les frais de la réorganisation : mis au placard. Présente depuis les années 80, la DRH est poussée vers la sortie. Le big boss n'a pas apprécié de la voir danser avec des membres du personnel, lors de la cérémonie des vœux. Départ négocié. Depuis, Hadjab s'est promu chef de la DRH : « un poste plus politique qu'opérationnel, stratégique à l'heure de la dépréciation », dit-il. Au service ressources humaines, la responsable du recrutement des animateurs est en CDD. Y'a du boulot pour la dépréciation.

### Vraiment contentieux

En mars dernier, un animateur du pôle informatique découvre que les messageries informatiques de la maison sont visitables par qui veut, avec un code d'accès par défaut. Ce qu'il signale immédiatement à la

direction. Licencié. Réintégré quinze jours après devant le tollé. Dernier épisode, les deux sanctions infligées à un élu du CHSCT sont finalement levées après une mobilisation des salariés du siège et des centres sociaux. Pour avoir signé en blanc une feuille de présence (pratique répandue dans la maison), Hakim a été mis à pied trois jours sans salaire. Le même jour, on lui colle un avertissement pour insubordination, alors qu'il a juste contesté l'analyse de sa hiérarchie lui imposant une « tempérance managériale ». L'hôpital qui se fout de qui, déjà ? « C'est une maison complexe », dit Hadjab. Avec une telle prolifération d'accrochages, le cabinet d'avocats Capstan hérite d'une rente de dossiers de contentieux.

En résignant la délégation de service public, la ville exige des résultats, des « gains de productivité », un taux de remplissage à 95% des structures et séjours, tout ça sous peine de sanctions financières. L'esprit d'entreprise entre à l'Accoord. Le déficit en ressort : 1,4 millions d'euros pour le dernier exercice, annoncé en conseil d'administration. La mairie s'alarme, réclame des comptes hebdomadairement. L'ancien responsable administratif du Lieu unique vient d'être recruté, bombardé directeur général adjoint, mais à temps partiel. Original.

Si l'air devient irrespirable autour du patron de l'Accoord, il pourrait toujours trouver une place dans un centre aéré.

Akiya Sossioku

## Laissez-les ivres

# Le goupillon vengeur

Lors de la manif des intégristes contre l'avortement le 14 novembre, une première à Nantes, un toubib, Philippe Piloquet, s'est exprimé en s'annonçant es qualité de médecin au CHU\*. On s'épargnera de détailler les arguments de bénitier de l'« animateur talentueux du groupe nantais » comme le présente le site de SOS Tout-petits. Ce groupe d'extrémistes passés des commandos dans les hôpitaux à des prières sur le parvis des églises. Le même Piloquet est aussi animateur à Nantes de l'Acim, l'Association catholique des infirmières et médecins qui bataille contre la capote, tempête contre l'homosexualité, déplore la contraception et l'avortement autorisés aux mineurs. Le citoyen toubib a le droit d'être catho à mort. Il peut même de faire son préchi-prêchi sur la pavé, mais de là à engager l'hôpital public, son employeur... Parmi les blouses

blanches de l'hosto, certains démocrates ont trouvé ça un peu fort de café, mais, officiellement, le médecin toubib n'a eu aucune remarque lui intimant l'ordre de rester sur sa réserve, ni blâme, ni remontrance, rien. Accessoirement, ce bon praticien pratiquant exerce à l'hosto dans le service de génétique médicale. S'il parle aux femmes découvrant quelles sont enceintes de trisomiques, on devine quels bons conseils pas culpabilisants pour deux sous il doit prodiguer. En son âme et conscience, bien sûr.

\* 20 minutes, le 16 novembre 2009



# LATULULULU?

### • CHÉRI

Ouest-France, le 5 décembre 2009

L'article présentant les ventes aux enchères dans l'ouest est titré : « Enchérissez avant Noël ». Ce doit être une coquille. Avec un tableau estimé entre 30 000 et 40 000 euros à Coutances, il doit falloir lire « enrichissez » les salles des ventes.

### • VUE PERÇANTE

Presse-Océan, le 31 octobre 2009

« Faits-diversier », pas urbaniste ! Faut pas confondre. Petite histoire de vol impliquant deux ados pris en flag de tentative de vol dans une Twingo, rue des Renardières. L'un s'enfuit, l'autre se fait choper par un témoin. « A priori, depuis le tramway, les deux jeunes gens avaient remarqué que la propriétaire avait oublié de fermer sa voiture », épilogue Presse-O. Depuis le tramway, à 21 h, la nuit tombée depuis plus de trois heures, et à plus de 800 mètres des lieux (source Michelin) ? Balèzes, les deux « Bioman » !

### • FRANCHISE

Presse-Océan, le 22 septembre 2009

Chambard de curetons à Vertou. Parmi les deux nouveaux, y'en a un qui fait tout à l'envers : ce civil détroqué a d'abord bossé pour une compagnie d'assurance jusqu'à 34 balais, avant d'embrasser la carrière. Il cause comme un slogan de pub : « Le seigneur ne m'a pas envoyé sur terre pour vendre des assurances, mais pour donner l'assurance de la vie éternelle ». Ca doit être une pub pour des contrats d'assurance vie éternelle.

### • POST MODERNE

www.les1000delouest.com, septembre 2009

Pour lancer son prix La Poste du marketing direct avec le Centre de communication de l'Ouest, Marc Pontet, directeur marketing Courrier à La Poste dévoile un scoop sans citer ses sources : 95 % des Français ouvrent leur boîte aux lettres tous les jours ! Que les fumiers qui ont perdu leur clef ou qui ont la flemme se dénoncent, ils commencent sérieusement à plomber les statistiques.

### • VOTEZ LALANNE

La Baule +, numéro 4, juillet 2009

On devrait interroger plus souvent Francis Lalanne. Interviewé par le très BCBG mensuel gratuit, le troubadour a de ces éclairs lumineux qui manquent tant aux politiques : « Je pense que la majorité de la France qui vote est monarchiste ». À défaut de bouffon du roi, il peut toujours faire bouffon.

### • MANQUE AU TOTAL

Presse-Océan, le 22 octobre 2009

La crise impacte grave les pétroliers sympas réunis qui nous font l'honneur d'exploiter une belle raffinerie les pieds dans l'eau. La crise! Le dirlo de la raffinerie de Donges concède perdre « 15 millions d'euros par mois » depuis mai. Il y a du mieux : d'habitude, c'est leur pétrole que les joyeux raffineurs perdent dans la Loire...

# Les nanos dans les naseaux

Plongée dans l'infiniment petit : les nanotechnologies, c'est l'avenir. La science triomphante. Un débat public prétend instaurer la concertation. Mais tout est déjà décidé, en route, en place.

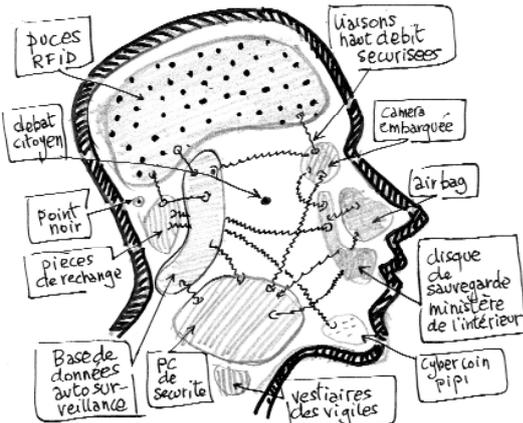
Faire causer tout le monde, avec « cause toujours... » comme leitmotiv. La commission nationale du débat public a déjà servi à Nantes, en 2003, pour faire gober l'utilité inéluctable d'un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Pour les technologies de l'invisible, la CNDP refait un tour de France qui ressemble bien à une « campagne d'acceptabilité ». Débat bidon. La CNDP reçoit en fait son ordre de mission de ministères; sept exactement. Pour l'indépendance, on repassera. Ses membres sont choisis et payés par l'État. L'instance n'est même pas consultative, elle ne produit pas d'avis, juste un rapport. Les débats proposés dans 17 villes sont totalement pipeaux, puisque les décisions sont déjà prises, les équipes de chercheurs foncent déjà sur ces domaines d'innovation très vendables. Le 9 décembre 2008, Sarkozy a annoncé le doublement des crédits pour les recherches sur les nanotechnologies. La tournée en France de la CNDP, venu saucissonner en province les arguments en faveur des nano et bio technologies, a tenté de rameuter les scientifiques. Histoire de bourrer les salles et empêcher que des tribulions n'élèvent la voix avec des slogans du genre « Les nanos, c'est pas vert, c'est juste totalitaire » ou « Flics, chercheurs, militaires, qu'est ce qu'on ferait pas pour un salaire », dans un concert improvisé de vrais pipeaux.

### Distance mais pas critique

À Nantes, le débat est prévu le 16 février. Mais les précédentes étapes de la piteuse tournée ont crispé les organisateurs. Peut-être scindera-t-on les publics comme à Caen et Metz : les gens importants, ceux qui savent, dans une salle, le public, forcément inculte, dans une autre, les deux reliés par caméras, micros et écrans. Incontrôlable, le public doit donc être tenu à distance. Avant ça, les opposants ont donné de la voix, contrant une pseudo consultation qui n'est autre qu'une campagne d'acceptabilité, du baratin gobe-pilule basé sur un credo « faire participer, c'est faire accepter ».

### Puces espionnes

Pourtant les autorités se donnent du mal pour faire écran de fumée. Les nanotechnologies mobilisent



physique, chimie, biologie, informatique et ingénierie pour un saut qui plonge dans la manipulation des atomes, tripatouillés comme des briques de Légo. Ces innovations banalisent l'idée d'une informatique ambiante, truffée d'objets « intelligents », communicants, contrôlant tout, marchandises et êtres humains. Quelle différence ? Avec un passeport doté d'une puce RFID (radio frequency identification), lue à distance, sans contact, c'est l'individu qu'on flique sans lui dire, à travers l'objet prétendument intelligent qu'est le passeport. Bienvenue dans le nanomonde omniprésent, super puissant, invisible. Il faut décrypter le jargon : la réalité augmentée, l'« aura informatique », c'est une couche détectée par le paysage, essentiellement via les portables pour l'instant. Élément de la « numérisation de nos vies, y compris des relations humaines », dénoncent les opposants. Au supermarché, une caisse sans contact remplace le personnel, à la poste, à la

gare, à la banque, on négocie avec une machine. Les cantines s'y mettent, les bibliothèques aussi. On scanne des caisses de fruits et légumes sur une chaîne logistique, comme des individus dans la ville.

### Conflit entre blouses blanches

Pourtant, les *warning* clignotent : des instances aussi officielles que le Comité de prévention et de précaution, l'Agence française de sécurité sanitaire et de l'environnement de travail, le Comité consultatif national d'éthique, et en février 2009, le Haut comité pour la santé publique ont alerté sur les dangers et la toxicité des nanoparticules pour la santé et l'environnement\*. Les nanotubes de carbone, fin du fin des matériaux de demain-tout de suite, provoquent réactions inflammatoires, difficultés respiratoires, mutations de gènes et risques de cancer. Les nanotubes de carbone sont déjà là, dans les raquettes de tennis, les vélos,

l'électronique... C'est comme si on nous refaisait le coup de l'amiante, dont les usages étaient garantis tellement géniaux, et surtout y'avait tant de bizness à faire, qu'on a fait taire pendant des années les voix discordantes. On avait même soudoyé des scientifiques pour contrer les recherches prouvant les méfaits de l'amiante. Aujourd'hui, on cache les effets néfastes des nanos. C'est vrai que l'industrie du traitement du cancer a tout à y gagner. Bizness oblige. Les OGM ont été vendus comme moyen de combattre la faim dans la monde. Les nanotechnologies seront parfaites pour soigner les maladies neurodégénératives, ou Parkinson « Si on veut vraiment soigner les gens, on s'intéresse aux causes. Pour Parkinson, on commence par arrêter les pesticides... », dit Laurence de PMO, lors d'un débat fin octobre à La Montagne. Basé à Grenoble, le groupe Pièces et main d'œuvre travaille depuis neuf ans sur le décryptage critique de ces technologies.

### Science ruine de l'âme

Le progrès, la relance, le profit, ça ne se refuse pas. Scientifiques, élus, tous sont unanimes. Jean-Marc Ayrault le claironne : « Dans dix ans, Nantes sera un des leaders mondiaux » des biothérapies, secteur très imprégné de nanoculture. Vecteur de croissance, image d'innovation, emploi, positionnement international, c'est hautement stratégique. Pas question d'écouter les gâche-espoirs, les Cassandre et les principedeprecautionnistes. On a déjà vu les dégâts sur l'opinion avec les OGM qui devaient pourtant, dans le discours,

sauver la planète. La vieille fuite en avant technologique, déjà dénoncée par Jacques Ellul en 1954, est en marche. À Nantes comme ailleurs, on fonce. Cryolog développe son étiquette « intelligente ». Dès qu'un objet se pique d'être intelligent, on peut être sûr qu'il y a des nanos là-dessous. Cryolog veut donc coller son étiquette sur les produits frais, un gel contenant des micro organismes qui ont les mêmes caractéristiques que la bidoche en barquette ou le sandwich industriel au thon salade où est collée le mouchoir étiquette. Autre produit, un enregistreur de températures à coller sur les colis de fruits ou de morceaux de poulets traversant l'Europe, couplant une puce RFID, avec relais sans fil (radio fréquence et 3G) vers une plate-forme internet. Le pôle nantais Atlantic biothérapies fourmille de boîtes nanotechno. Protneomix et sa puce à anti-corps, ou Capsulae qui microencapsule des « ingrédients santé » pour « libérer dans le corps » les effets actifs de ces alicaments. In-cell-art fait dans la thérapie transgénique. La boîte est focalisée sur « la vectorisation des macromolécules biologiques à l'aide de nanocarriers synthétiques non viraux ». Voilà, c'est dit. Histoire que ces molécules vraiment minuscules, moins du micron, franchissent les barrières biologiques et pénètrent partout. Des trucs invisibles qui entrent partout chez vous, faut installer des alarmes. Aux alarmes, citoyens !

Daniel N'Buren

\* Rappelé par le site [www.pieceset-maindoeuvre.com](http://www.pieceset-maindoeuvre.com)  
\*\* Plein Ouest, N° 141, février 2009

## Stratégies mouchards

### Le mouchardage, c'est quand faut se mettre un mouchoir sur le tarbouif, c'est ça ?

Sous traitant de la commission du débat public, l'agence de « management des stratégies d'opinion » I&E consultants accompagne. Leurs missions : un coup de « Coca cola qui s'engage », « un coup de positionnement » pour Dassault systèmes. L'agence s'est fait repérer pour avoir décroché un appel d'offres du ministère de l'Enseignement et de la Recherche à l'automne 2008. Objectifs : « anticiper et évaluer les risques de contagion et de crise », « repérer les leaders d'opinion et les lanceurs d'alerte, et analyser leur potentiel d'influence et la capacité à se constituer en réseau ». La mission flicage prévoyait aussi d'inventorier les « sites commentateurs de l'actualité, revendicatifs, informatifs, participatifs, politiques, etc. », sites syndicaux, de partis politiques, associations, forums, blogs, pages perso, réseaux sociaux, plateformes vidéos, etc. Welcome in craignosland.

# Taratata

### Appui sur le champignon

Attention : information super importante. Depuis juin dernier, la municipalité nantaise soigne son petit personnel qui fait la prévention des assassinats par champignons vénéneux. C'est décidé : « l'indemnité annuelle de contrôle des champignons, coefficient de 20 à 40 centièmes sera versée dans la limite des butoirs juridiques et pourra être écartée en conséquence ». Voilà, c'est dit.

### Cap Carnaval

La reine du carnaval 2010, c'est Annick Le Ridan, officielle moitié de Jean-Pierre du même nom, l'ex député UMP d'Orvault. Avec la statue de De Gaulle commandée par la mairie de Nantes, l'ouverture est bouclée.

### Com com

Portant chargé uniquement d'études et de la desserte en site propre de Nantes et de Rennes, le syndicat mixte pour l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes a décidé le 9 novembre de consacrer une enveloppe de 200 000 euros à la communication. Pourquoi, tout le monde n'est pas pour ce beau projet d'aéroport ?

### Retropédalage

Pour le nouveau plan vélo, Ayrault avait promis : « Ce ne sera pas de l'eau tiède ». Les mesurettes n'ont pas ébouillanté les cyclistes. Ah mais attention, Ayrault repromet un « grand saut quantitatif, et il y aura des surprises ». Quand ça ? À l'horizon 2020. L'époque est aux rongeurs de frein.



## Ca va pétitionner ! Boutiquier indic

Ayrault s'est offert un observatoire de l'insécurité pour pas un rond. Il a confié la mission aux boutiquiers du centre ville et aux riverains, transformés en indicateurs : « La population, notamment les commerçants, sera associée plus étroitement au règlement des problèmes de sécurité. Par exemple, les pétitions seront considérées comme des manifestations collectives de protestation de la population contre l'insécurité »\* selon Gilles Nicolas, l'ancien flic devenu élu, adjoint à la police locale. Si le shériff le dit...

\* Ouest-France, le 5 décembre 2009

Chômdu, paie ton du !

## Ce bon vieux chômdu des familles

Un sous traitant de Pôle Emploi tient séminaire pour booster ses conseillers à l'encadrement de ce gross malheur du chômdage. Innovation : la famille est la valeur refuge. Chômeur célibataire, va mourir.

### A QUOI RÉVENT LES CHÔMEURS ?



Le nouveau Pôle emploi layant sous traité une partie de son stock de chômdes à des prestataires extérieurs, les gens du Cnam\* s'y collent depuis le printemps. Une formation de ses 90 conseillers a eu lieu en août, animée par Ginette Lespine, psychologue et psychothérapeute. Elle est l'auteur d'un bouquin sobrement intitulé « Surmonter le chômdage en famille. Comment rebondir ». Le Cnam a rajouté : « Trouver les mots ». Amis kangourous, bonjour. Le bouquin traite du moi et d'« idéal », d'« effondrement narcissique » et d'« installation dans un statut de victime ». L'auteur préconise la « mise en mots du ressenti pour soi-même et son entourage pour réduire la tension émotionnelle, déposer son fardeau, ne pas s'enfermer dans la plainte ». Le topo de la dame évoque la nécessité du renoncement servi en principe à deux balles : « Pour gagner quelque chose, il faut apprendre à perdre ». Tout en ajoutant : « On est en butte à une bulle d'impulsion. Il faut débloquer quelque chose, susciter le désir. Le conseiller n'a pas le temps de faire du social, de la thérapie de couple ». C'est fou ce que ça fait rêver, le guichet unique.

#### Le CV du surmoi

On découvre donc qu'être sans boulot est un problème perso, une pathologie, qui aura sa solution entre le fromage et la télé, sur le canapé miteux du salon. Thérapie des familles contre « éloignement de l'emploi » selon l'euphémisme à la con. La maladie individuelle renvoie aux parcours de chacun. Rien à voir avec d'obscurs actionnaires qui ont joué votre vie en bourse et qui vont font payer leurs bingos foireux. T'as été viré ? T'es sur le carreau ? Assume ta part de responsabilité, mon pote !

Ginette a des compétences de thérapeute et de psy très appliquée : elle a assuré des formations pour la police et l'administration pénitentiaire. Du conjugal au répressif : un bon bagage pour mater les chômdes. Il faudra leur faire comprendre qu'un peu de soumission au milieu ambiant vaut mieux que des rêves en couleur. C'est d'ailleurs un des savoir-faire de ce métier

d'accompagnateur patenté des chômdes. On ne sait pas si l'accompagnement va jusqu'à tenir la porte des chiottes. Le contexte ? « Une phase d'industrialisation » de la sphère chômdage qui, à terme, « basculera dans les mains du privé », selon un cadre de Pôle Emploi\*\*.

#### Prêt de chômdeur

Pour l'instant c'est juste un genre d'intérim institutionnalisé. « Le Pôle emploi nous prête un chômdeur trois mois, et on le voit cinq ou six fois. On sent parfois que la crise est un paravent dont se servent les gens qu'on accompagne », dit Alexander Kammer, conseiller au sein du groupement OZ, trente organismes de formation dont le Cnam. Pourquoi OZ ? Tout simple, « comme la terminaison de nombreux mots bretons, comme une interpellation à oser, comme la morale du magicien d'Oz ». Le légendaire celtique et la sorcellerie pour gamins, y'a pas mieux contre les méfaits du capitalisme.

Tout cet outillage doit être parfait pour surmonter en famille le chômdage. Famille qui devra encaisser aussi les dégâts des évaluations, bilans de compétences approfondis et atelier d'excellence pour réécrire son CV. « Ces gens-là, ils me l'ont fait plusieurs fois, le truc d'arrêter de rêver, que c'est la jungle et qu'il faut une attitude de battant pour que "je prenne en compte la thématique de mon non-emploi". Un seul but : me faire accepter des boulots de peintre en bâtiment, de jardinier ou de vigile. Le tout enrobé dans le langage de winner à deux balles », soupire Daniel, un abonné à ces discours culpabilisants. Ce que confirme Pierre, militant d'Agir contre le chômdage : « Les bilans de compétences approfondis, ça sert à faire accepter les chantiers d'insertion, la précarité. En gros les camps de travail. Ou alors à sanctionner et couper les revenus pour refus d'offre... » Sommé de prendre un boulot de merde, le chômdeur qu'on presse stresse. Vite, une compresse...

#### Jean Wizardovoz

\* Centre national des arts et métiers, antenne Pays de la Loire

\*\* La Dépêche du midi, le 22 juillet 2009

### Candidactique

## La formation à sens unique

Qu'en dira-t-on, du candidat marron ?

En général, il vaut mieux ne pas le crier sur les toits. Quand on fait un appel d'offres et qu'on ne vise qu'un seul et unique gagnant, on fait semblant. On lance des lièvres. On brouille les pistes. À la région Pays de la Loire, on n'a pas pris ces précautions. Patrick Cotrel, l'élue à la formation, officiellement président de la commission formation professionnelle, apprentissage et politiques de l'emploi, a annoncé en mai dernier le gagnant d'un appel à candidatures, et ce avant sa publication, quelques semaines plus tard ! Passons sur le sabir qui définit l'objet de ce marché public : « dispositif régional de sécurisation des parcours de formation et de consolidation

des compétences ».

L'appel à candidature a cerné sa cible : « Dans un premier temps, seule l'Alpa sera capable de répondre », reconnaît Patrick Cotrel. Il n'y aura pas de deuxième temps. Doté d'un budget de 107 millions d'euros dont 40 % pour ce marché, le dispositif en question est prévu pour trois ans et demi. Alors c'est quoi ? Un cadeau ? « Il ne s'agit pas pour autant d'une délégation de service public à l'Alpa, l'objectif est de consolider ce qui existe, et d'éviter le démantèlement de l'Alpa », ajoute Cotrel. C'est donc ça : une subvention déguisée. Une mesure de soutien, c'est austère. Avec un déguisement, c'est plus gai.

## Chomdu belles guibolles

L'euphémisme à la noix a de beaux jours devant lui. En novembre, le conseil régional a voté une enveloppe de 416 340 euros pour la « sécurisation de l'emploi de 1376 salariés par la formation ». Autant dire que ces salariés n'en sont pas, puisqu'ils sont au chômdu.

Se voir propulser d'un coup de baguette magique dans un « parcours de sécurisation » de son emploi qu'on n'a plus, ça fait toujours une belle jambe. Quand on piétine à la porte du pôle emploi, c'est important, l'esthétique des gambettes.

\* Dépêche de l'AEF, l'agence pour l'emploi et la formation, 15 mai 2009

## La brosse à relire

Des bouquins, pas tous récents, mais recommandables. Ça veut dire qu'on peut les commander à son libraire et recommencer aussitôt.

#### Goutte à goutte

La fin du pétrole, c'est pour tout de suite ? En tous cas, présent ou futur, ça s'est mal passé, c'est sûr. La fuite en avant n'a pas de coupe-circuit. La construction de cette fiction très crédible donne le vertige. À force de va-et-vient entre hier et demain, à force d'aller-retours entre le désert Saoudien, la frénésie de Manhattan, les duretés du sous-sol autrichien et pas mal d'autres endroits désolés, on devrait être un peu perdu. Finalement pas du tout. La construction de ce thriller environnemental fleuve (762 pages) reboute les sentiments d'imminence de la catastrophe et les lendemains qui déchangent autour de ce pic pétrolier. Avec des naïfs qui croient encore en la réussite à l'américaine. Chacun s'agit sous la menace, lente, inéluctable, brandit une méthode réputée infallible pour sauver l'humanité, chargée surtout de préserver ce qu'on peut de l'économie et la domination du monde. L'apocalypse molle, trop proche pour relever vraiment de la fiction. Un bouquin à lire jusqu'à la dernière goutte.

En panne sèche, d'Andrés Eschbach, édition L'Atalante.

#### Seriel suicideur

On devrait tuer plus souvent son prochain. Et ne pas s'arrêter là. Après ce prochain, vite, le prochain prochain mérite tout autant qu'on le refroidisse. Il a certainement été contrariant, importun, débilitant. Le meurtre se mérite, mais demeure une éventualité de la vie, un incident de parcours. Une banalité achevée. D'ailleurs la police n'y voit que du feu, ou plutôt conclut à des suicides à répétition, et la presse suit. Alain-Pierre Daguin joue au seriel suicideur, tartine les histoires de ces occis, et l'article chien-écrasé que lui correspond, dans le plus pur style faits-diversiers de diversion. 53 meurtres à la petite semaine, version année bissextile, dans un esprit Alphonseallaisien.

#### C'est loin, la maire ?

Françoise Verchère a cet aveu savoureux en évoquant les sales moments de son mandat de maire : « S'apercevoir que l'opposition avait raison ». Une leçon d'humilité et d'autodérision, comme quand elle raconte cette scène à la Kusturica, les bras en croix sur le carrelage, dans le



gogs de la mairie, surprise par la femme de ménage. No problemo : la première magistrate veut juste décompresser, le jour de la remise de médaille sur son plastron. Elle pose aussi de vraies questions occultées par les médias : que deviennent les petits morceaux de ruban tricolore soigneusement sectionnés à coups de ciseaux lors des très protocolaires inaugurations officielles ? Collectionnite, indexation et archivage pour les générations futures, ou plus sûrement poubelle ? Personne n'y pense. Françoise Verchère, si. Ce qui ne l'empêche pas de peser les autres emmerdemements à assumer en exerçant les fonctions de maire et à dégonfler les baudruches de ses collègues. Pas idéal pour créer des vocations mais plutôt drôle. Dictionnaire, petit traité à l'usage des citoyens curieux, Françoise Verchère, illustration de Frapl. Éditions Siloé.

#### La ville haute comme trois pommes

« 9 h 36 : le vent pousse les rayons du soleil sur moi ». Plus loin, c'est la « zone de bombardement des crottes de pigeons ». Le « musée du brochet rose et du poisson qui s'appelle Jojo ». Le « magasin bouffe-pognon », la « place du bruit », le « jardin des guèpes ». Le « resto des kilos en trop ». Le commissariat (« je me souviens que c'était près de l'eau »). Le centre, c'est « la zone où il faut de l'argent » ; les parcs, des espaces de gratuité. La vraie ville n'existe pas. Les rues, les places, les ponts ? Des impressions. Il y a la ville qu'on s'imagine, qu'on perçoit, et elle vaut toutes les certitudes de cadastre. Invités à décrire leur quartier, les mômes de centres aérés ont produit une double carte. Ceux du coin de la Manu recto. Ceux des Bourderies et Bellevue, verso. Du haut de

leurs dix printemps, ils ont bien noté où placer le « magasin du bonheur », le « parc du mouton crotteur », l'adresse des copains, les idées qu'on se fait du quartier d'à-côté.

Géographie subjective : Nantes vue par les enfants. En vente deux euros à l'office du tourisme de Nantes et <http://laglaciere/over-blog.com>

#### La ville à faire sauter

« Choisissez le bâtiment que vous feriez sauter ». De l'éloge du rond-point à la quadrature de l'arrondissement, il n'y a qu'un pas. Un pas flâneur d'humeurs, qui saute d'une démarche nonchalante, arpentant des souvenirs, les inventaires, et des recoins ingrats de la ville, s'attardant à des expériences poétiques et urbaines. C'est ça le « détourisme ». Un projet collectif de géographie sentimentale et impressionniste, voire imaginaire, de Nantes à Saint-Naz. Guide indigène de (détourisme. Éditions A la criée, 8 euros, <http://toutalacriere.free.fr>

#### Bigre, le Tigre

Les slogans pour vanter une collectivité territoriale, c'est déjà naze tout seul. Mais quand c'est regroupé en meute, y'a de quoi se poller. Dans un dossier sur la communication publique, consacré à la « société du slogan », l'édition de mai du Tigre en a dégotté un troupeau : « Ensemble, réinventons la Picardie » ; « Dans le Centre, c'est vous le centre » ; « En Aquitaine, et en avance » ; « Basse Normandie : avec la région, l'avenir a de l'avance » ; « Pays de la Loire : l'esprit grand ouvert » ; « Franche Comté, une région grande de ses talents ». Son slogan, au Tigre, c'est « Curieux magazine curieux ».

[www.le-tigre.net](http://www.le-tigre.net). Nouvelle formule en janvier, quinzomadaire et lalanlaire.

# La ville en promo pour bobos

À Nantes, comme ailleurs, il faut à la fois virer les pauvres et relever le standing et le design de la ville centre.

La ville sera policée, et bien polie, ou elle ne sera pas. Le baratin officiel relayé par les médias ébahis sert Nantes championne des villes où il fait bon vivre, pionnière du tramway, place forte culturelle, bla bla bla, oubliant que comme d'autres, la cité soigne sa propreté sociale. Ici, mairie social-démocrate oblige, on ne chasse pas ouvertement les miséreux. Sous couvert de «tranquillité publique» et de lutte contre l'insalubrité, un attirail discret éloigne les SDF : arrêté anti-alcool dans la rue, nettoyage des squats, recoins d'immeubles engriégés avec digicode. Place au rectiligne, au surveillable. Place nette. Nantes, comme d'autres cités qui veulent se la jouer, soigne un enjeu double : virer en douceur les pauvres de l'hyper centre et monter en gamme le produit-ville pour séduire les bobos.

## Des grilles et des prunes

Pour chasser le traîne misère, il ne faut pas lui laisser d'espace. Ça s'incruste, ça déprécie le



paysage. Le mobilier urbain s'est donc fait chic, design. Échange contre plus de pub, le vélo gratuit plaît aux bobos. Et on a réduit les recoins suspects : une subvention municipale octroyée aux copropriétaires a engriégé et digicodé 25 ruelles et courtes, officiellement

«petites voies propices aux troubles à l'ordre public», le tout «pour l'embellissement du centre ville, mais aussi pour renforcer la sécurité et la tranquillité publique», selon le journal municipal. Comme en taule, le suspect ne doit pas pouvoir se dissimuler aux regards. S'y ajoute un arrêté municipal interdisant de boire de l'alcool dans 38 rues et places du «cœur de ville». Sauf sur les terrasses, extensions tarifées aux bistros. «C'est de l'arrêté anti-mendicité revu et corrigé» analyse des travailleurs sociaux. L'attirail de ce que les urbanistes américains appellent «defensible space» trouve ici son classique mobilier urbain, bancs publics avec barres, arceaux et accoudoirs centraux pour empêcher de piquer un roupillon. Les «contrats locaux de sécurité» signés entre ville et police prévoient «la prévention situationnelle, c'est-à-dire l'adaptation des espaces publics aux risques de dégradation». «Il y a le problème du banc détourné de sa fonction, qui devient lieu de rassemblement de marginaux», avoue l'adjoint PS à l'urbanisme Alain Robert. Relèvant de la police municipale, l'équipe de rue a mission d'«approfondir la connaissance des lieux de squats dans la ville, afin de ne pas favoriser la sédentarisation de ces populations marginales» en constituant une base de données informatisée.

## Urbanni

# L'éco-quartier atomique

Bottière-Chénaie, un quartier à souci écolo et chauffage électro-nucléaire. Chaude ambiance

Bottière-Chénaie, «exemple d'éco quartier» lancé en ZAC en 2003 n'a connu sa vocation écolo que tardivement. Jean-Marie Pousseur, l'adjoint à l'urbanisme précédent n'avait pas la fibre sauveur de planète. Après lui, Alain Robert est plus dans l'air du temps. On a donc rebaptisé le projet «quartier durable» à «qualité environnementale optimale». Promis juré, le projet est pétri de bonnes intentions et de «matériaux sains». Même si la priorité, depuis le début, est la mixité sociale, et pas le bilan carbone. Entre les coûts du mètre carré confié aux promoteurs privés et les ambitions d'environnement, quelques principes et promesses ont été sacrifiés. On a déclaré que serait proscrit le PVC, ce plastique calamiteux en fin de cycle, quand on le crame pour libérer de bonnes dioxines de derrière les fagots. «On parle de coûts de sortie des logements, on oublie le coût global» note Damien Renault du réseau Sortir du nucléaire.

## Plastique électrique

Pour le PVC, c'est raté. Par exemple avec le «domaine de la Chénaie», du promoteur CIF, équipé de fenêtres double vitrage PVC. Autre entorse aux ambitions, le chauffage électrique, que prône EDF depuis des lustres pour fourguer toujours plus d'énergie nucléaire à ses clients. Un rendement pas terrible : pour un kWh de chaleur, il faut produire trois fois plus d'électricité. En si on dit nucléaire majoritairement, pendant les grands froids, il

faut bien tirer aussi sur les centrales thermiques au fioul. Bonjour l'énergie propre. «Le cahier des charges a été négocié au rabais avec les promoteurs. D'autant que la réglementation thermique en vigueur approuve le gaspillage, autorise une consommation plus forte pour le chauffage électrique, énergie inefficace, non renouvelable, dangereuse, et quasi irréversible : on ne réinstallera pas des tuyaux pour remplacer l'électrique par des radiateurs à eau», souligne Damien.

Les Verts, dans la majorité à Nantes métropole, sont un peu embêtés. Ils ont déjà mangé leur chapeau quand on leur a refusé un réseau de chaleur dédié au quartier. Là, il a fallu gober le nucléaire. «Le chauffage, même électrique, n'est qu'un élément de l'équation globale, avec l'isolation, plaide le Vert Ronan Dantec. Je reste un opposant absolu au nucléaire, mais il faut de l'humilité. On n'a pas été au bout de la démarche. On est encore très loin du quartier à énergie positive ou de la ville couverte de panneaux photovoltaïques.» Entre les coûts de sortie et les ambitions environnementales, «l'hybridation environnement-social s'est négociée avec beaucoup de renoncements», note le chercheur Pierre-Arnaud Barthel. La priorité, c'est surtout la mixité sociale, ce qui rend impossible de tenir les trois volets développement durable (social, environnemental et économique), d'où cette impression de rester sur sa faim. Pas grave, on grignotera la récolte d'uranium bio du bout du jardin.

Victor Busier

standing de la ville? Le groupe hôtelier Radisson et l'investisseur Axa Reim mettent des billes, et feront briller en 2011 ses quatre étoiles, avec une galerie d'art contemporain, forcément d'envergure internationale. La ville des cadres et des bobos est celle du mouvement : le tramway dessine les plus values immobilières le long de ses axes et la gare doit d'urgence se faire un nouveau look plus proche de l'aéroport que de la vieille station de chemins de fer. Pour séduire patrons, cadres, promoteurs, investisseurs, et touristes «à fort potentiel», le maire Jean-Marc Ayraut soigne «l'attractivité» de l'offre urbaine dans le marché concurrentiel européen. On a même embauché une «directrice de l'attractivité internationale» à Nantes métropole. Ayraut veut une «grande gare moderne, comme à Marseille ou Strasbourg» avant 2014. L'année des prochaines municipales. Un pur hasard.

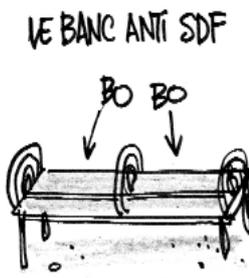
## Faites la fête là où on vous dit

La fête dans l'espace public est passée de la spontanéité au contrôle. Dans les quartiers, le repas de quartier spontané a été rebaptisé «printemps des voisins» et rattrapé par les services municipaux qui fournissent tables, chaises, ganivelles, affiches, tout en cadrant les dates et l'esprit de ces rencontres. Sur l'espace public, la ville organise des événements auxquels sont conviés les badauds, des bateaux à voile sans voile avant une course, une présentation des forces de sécurité avec gilets pare-balles et démonstrations live, ou l'exhibition d'un trimaran bancaire. Un événement spontané, même s'il est anodin comme un apéro Facebook,

se passe pour un débordement. Trois milliers de fêtards spontanés le 10 novembre, appelés via Facebook, c'est un événement non autorisé, quasiment une menace à l'ordre public. «Une manifestation annulée par son créateur, mis en garde ces jours-ci par les autorités : l'appel à l'ivresse publique, lui avait-on expliqué, est un délit\*». Autorités qui ne voient aucune ivresse manifeste pour annuler la fête de la musique. Faut pas se mettre les bistrotiers à dos. Autorités qui classent dans une autre catégorie les beuveries similaires mais qu'elle maîtrise : retransmissions sur écran géant des coupes du monde de foot et de rugby avec autant d'alcool, de déchets... «La police a émis de sérieuses menaces de poursuites si cet apéro avait lieu!», a expliqué sur Facebook Pierrick, l'étudiant qui avait lancé l'initiative, avant de jeter l'éponge, ce qui n'empêche pas d'autres de maintenir le rencart. Le lendemain de cet apéro en plein air, la municipalité le déplore bien : «Nous avons subi ce rassemblement». Gilles Nicolas, l'élu à l'ordre public, ne l'a toujours pas avalé, fustigeant un mois plus tard, lors de l'adoption du contrat local de sécurité avec la police nationale et la justice, cette débauche d'alcool sur ses trottoirs. Ce qui échappe au contrôle est inquiétant. La ville moderne veut imposer l'encadrement, présence de securitisés pour l'argument le plus soft, cars de flics anti-émeute pour le traitement plus brutal. C'est un peu ça, la ville totalitaire même si elle n'a pas encore tout prévu. Devant les façades des immeubles d'armateurs de l'île Feydeau, la pelouse en pente fait le bonheur des ados et lycéens qui se sont appropriés l'espace. Au grand dam des riverains qui parlent de troubles, de beuveries, de pipi sur les façades, de canettes du lendemain matin, et surtout déplorent que l'ordre ne puisse régner : «Comme les plots situés aux extrémités du quai empêchent la police d'intervenir, il n'y a pas d'améliorations» se lamente le libraire\*\*. C'est plus une façade d'immeuble d'armateurs, c'est le mur des lamentations.

\* Ouest-France, le 12 novembre 2009

\*\* Ouest-France, le 11 juillet 2009



# Qui ça ?

Ont œuvré à ce numéro : Pich, La Touche, Jules de chez Smith, Sophie Nasri, Pascale Hibrage, Ramsès, La Case. Directeur de publication : Nicolas de La Casinière.

N° ISSN : 1270-4911 - N° CPPAP : 0211 G 88321.

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association la Lutte à Leuleu.

Tirée à 3 500 ex. sur papier recyclé par LNG, 13 rue Lavoisier, 44980 Sainte-Luce.

Les archives du journal sont sur [lalettrealulu.com](http://lalettrealulu.com).

Les textes publiés sont «copyleft». Livres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

## Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Chèque à l'ordre de  
La Lutte à Leuleu  
11 rue des Olivettes  
44000 Nantes